

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2020-11-16-008

arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires à la société CNT CARRIÈRES
NÉGOCE TRANSPORTS pour l'exploitation des
installations situées à Thiverval-Grignon, lieu-dit "Le Rû
Maldroit"



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines**

**ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
Société CNT CARRIÈRES NÉGOCE TRANSPORTS
Lieu-dit « Le ru Maldroit », Thiverval-Grignon (78850)**

**LE PRÉFET DES YVELINES
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n°2014-1501 en date du 12 décembre 2014 portant modification de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010/DDT/SE 000168 du 20 décembre 2010 autorisant la société CNT à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sur la commune de Thiverval-Grignon (78850), Lieu-dit « Le ru Maldroit » ;

VU l'arrêté préfectoral n°SE-2012-000157 du 12 décembre 2012 modifiant le point de départ de la durée de validité de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes accordée à la société CNT au lieu-dit « Le ru Maldroit » sur la commune de Thiverval-Grignon ;

VU le dossier de porter à connaissance déposé le 29 janvier 2020 par la société CNT CARRIÈRES NÉGOCE TRANSPORTS, concernant une demande de prolongation de durée d'exploitation de 18 mois et de modifications locales du modelé topographique de l'aménagement du golf ainsi que l'adaptation locale des essences de plantations ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} octobre 2020 ;

VU l'avis en date du 13 octobre 2020 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté transmis à la société CNT par courrier du 22 octobre 2020 ;

VU le courrier du 30 octobre 2020 par lequel l'exploitant signale une erreur de plume et déclare ne pas avoir d'autre observation à formuler sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été par courrier du 22 octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT que la servitude aéronautique de dégagement définie par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) dans l'emprise de l'installation de stockage de déchets inerte (ISDI), exploitée par la société CNT à Thiverval-Grignon, implique une modification du modelé topographique et une adaptation des essences végétales ;

CONSIDÉRANT que la quantité de déchets inertes reçue sur l'installation de stockage de déchets inertes susvisée est inférieure à la quantité autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2010 ;

CONSIDÉRANT qu'un apport complémentaire de déchets inertes est nécessaire pour finaliser le réaménagement de l'installation de stockage de déchets inertes susvisée ;

CONSIDÉRANT que la durée d'exploitation initialement prévue est insuffisante pour finaliser le réaménagement de l'installation de stockage de déchets inertes ;

CONSIDÉRANT qu'une modification du modelé topographique et l'adaptation des essences végétales, que l'apport complémentaire de déchets inertes et la prolongation de la durée d'exploitation de l'installation susvisée n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, dans son courrier du 30 octobre 2020, l'exploitant a émis une observation, sur le projet d'arrêté complémentaire, qui a été prise en compte;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : Champ d'application

La société CNT CARRIÈRES NÉGOCE TRANSPORTS est tenue de se conformer aux prescriptions des arrêtés susvisés ainsi qu'aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son site situé lieu-dit « Le ru Maldroit » à Thiverval-Grignon (78850).

Article 2 : Prolongation de la durée d'exploitation

La durée d'exploitation mentionnée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT/SE 000168 du 20 décembre 2010 est prolongée pour une durée de 18 mois à compter du 12 décembre 2020 soit jusqu'au 12 juin 2022.

Article 3 : modification de la quantité de déchets stockés

La quantité de déchets stockés mentionnée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT/SE 000168 du 20 décembre 2010 est complétée par un apport supplémentaire de déchets inertes de 499 444 tonnes soit 6 699 444 tonnes en tout et sous réserve du respect du modelé final défini à l'article 4 du présent arrêté.

Article 4 : modification du modelé final et de l'aménagement paysager

L'annexe IV mentionnée à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT/SE 000168 du 20 décembre 2010 est remplacée par l'annexe I du présent arrêté.

Article 5 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Par décret n°2014-1501 en date du 12 décembre 2014 l'installation visée par l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT/SE 000168 du 20 décembre 2010 est classée dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application de l'article L 513-1 la société CNT bénéficie de l'antériorité pour l'exploitation de l'installation classée reprise dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	caractéristiques de l'installation
2760-3	E	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 : 3. Installation de stockage de déchets inertes	Installation de stockage de déchets inertes : - 6 699 444 tonnes maximum; - 1 100 000 tonnes maximum par an.

E : Enregistrement

Article 6 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté ou par les arrêtés susvisés entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 7 – Information des tiers

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Thiverval-Grignon où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

Article 8 – Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>), à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 9 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Sous-Préfet de Rambouillet, le Maire de Thiverval-Grignon, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

Le Préfet, 16 NOV. 2020

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Etienne DESPLANQUES

Annexe I

Modelé final et aménagement paysager

